

afin d'élaborer un véritable programme de planification sociale et économique, un programme qui lui permettra de prendre en main les affaires économiques du pays, qui permettra aux Canadiens d'obtenir le contrôle de leur propre avenir économique, qui sera une source de prospérité pour le Canada et qui fournira un travail utile à tous les Canadiens qui veulent travailler. Nous demandons avec insistance au gouvernement d'entreprendre un pareil programme. Nous l'exhortons à s'y mettre sur-le-champ, à commencer la planification tout de suite, ou alors le vingtième siècle laissera le Canada loin derrière.

M. Macdonald (Rosedale): L'honorable représentant permet-il que je lui pose une question?

M. l'Orateur suppléant: Le représentant de Vancouver-Burrard ne sait pas, je crois, qu'on lui demande s'il répondra à une question.

M. Berger: Si.

M. Macdonald (Rosedale): Le représentant dit que, selon le programme qu'a proposé son parti, une sorte d'orientation serait donnée aux décisions relatives aux investissements. Je lui demande en fait plusieurs choses. D'abord, est-ce que lui et son parti s'attendent à rencontrer des difficultés lorsqu'il s'agira d'obliger les capitalistes privés à respecter une telle décision? Ensuite, quelles mesures leur faudrait-il prendre pour forcer un tel respect?

M. Berger: Monsieur l'Orateur, le député aurait, je crois, intérêt à étudier ce qui s'est passé dans d'autres pays. Dans ceux dont j'ai parlé, soit les pays de l'Europe occidentale et du Royaume-Uni à vrai dire, ils ont adopté une politique d'implantation de l'industrie dans chaque cas et ils ont accordé des prêts à un taux peu élevé à l'industrie privée afin d'amortir le coût des immobilisations des nouvelles industries s'établissant dans des zones de dépression économique. Ils ont institué un programme de permis accordés aux nouvelles industries, qui donne au gouvernement le pouvoir de refuser le droit à une industrie de s'installer dans une région où la main-d'œuvre est rare, où il y a déjà un encombrement extraordinaire, et où l'établissement d'une nouvelle industrie ne pourrait que susciter une inflation et un autre bouleversement économique. Cette méthode a déjà réussi dans les pays que j'ai mentionnés et elle réussirait, selon moi, au Canada pourvu que nous ayons un gouvernement qui soit disposé à l'essayer.

M. Howard Grafftey (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, en écoutant parler les membres du NPD à propos de ce bill, il est intéressant de

[M. Berger.]

se rappeler—je l'ai signalé il n'y a pas très longtemps à propos du débat sur la motion de subsides—qu'ils avaient coutume de parler de nationalisation. Si je comprends bien, le chef du NPD, après une certaine expérience de la nationalisation dans sa vieille province, n'en parle plus aussi souvent maintenant. Or, nous voyons cette attitude mystique—car c'est vraiment une attitude mystique—qui est partagée par les libéraux d'en face, et qui tourne autour de ce mot «planification». Franchement, je suis incapable de définir le mot «planification» dans le contexte du débat qui se déroule aujourd'hui.

Les honorables vis-à-vis et les membres du NPD, comme nous l'avons souvent vu dans le passé, avec un sens irréflecti de l'expérimentation, ont voulu gouverner pour le seul plaisir de gouverner. Permettez-moi de bien préciser une chose. Partout où il y a un gouvernement, j'en suis sûr, que ce soit sur le plan municipal, provincial ou fédéral, selon qu'on définit le mot, je présume qu'il faut de la planification. Là où nous nous opposons aux membres du NPD, et c'est là l'un des principes fondamentaux de ce parti, c'est que nous n'affirmons pas de façon irréflectie qu'il faut gouverner pour le seul plaisir de gouverner. Dans un moment je vais dire ce que, à mon avis, en ma qualité de jeune partisan du gouvernement actuel, ce que les honorables vis-à-vis entendent, et ce que les membres du NPD entendent vraiment lorsqu'ils parlent de planification.

Je dois dire que nous n'avons pas la mémoire courte, pas plus que les citoyens du pays, d'un littoral à l'autre. Tous se souviennent de ce qui s'est passé, il y a quelques années, lorsque les excellents dirigeants du gouvernement actuel ont combattu dans l'opposition au cours du débat sur les pouvoirs d'urgence. Nous savions à l'époque ce que les honorables vis-à-vis entendaient par planification. Ce qu'ils entendaient, c'était imposer un système d'enrégimentation à notre jeune pays, et la population du Canada a rejeté cette idée. J'ai écouté très attentivement les propos de l'honorable député de Davenport (M. Gordon) aujourd'hui. J'ai écouté les propos de plusieurs membres du parti d'en face, et je dois dire que l'attitude qu'ils affichaient avant 1957, notamment à propos du pipe-line, n'a pas changé d'un iota. Quand ils parlent de planification à propos de ce bill, ce qu'ils entendent vraiment c'est l'enrégimentation. Ils font très bon ménage avec les membres du NPD. Ils parlent de direction socialiste et bureaucratique, que la population du pays a rejetée et va continuer de rejeter.

Le gouvernement que j'appuie dans cette Chambre a inséré un principe dans ce bill. Lorsque nous parlons de cet Office, nous